

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



PRISE DE POSITION COMMUNE DE LA CGFP, DU LCGB ET DE L'OGBL

## **ET MAINTENANT, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE?**

Les trois syndicats représentatifs au niveau national – la CGFP, le LCGB et l'OGBL – commencent tout doucement à perdre patience: cela fait désormais des semaines que le gouvernement tourne systématiquement le dos aux représentants des salariés. Ce mépris honteux semble faire système.

Les lettres adressées au gouvernement sont restées, en règle générale, sans réponse. La demande tout à fait justifiée appelant à la convocation rapide du comité de coordination tripartite a été froidement ignorée. Les syndicats sont également mis à l'écart dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de sortie de crise. Et trop souvent, ils prennent connaissance des mesures décidées, qu'au moment des conférences de presse ou de la publication des règlements grand-ducaux correspondants.

Le dialogue social, que les politiques aiment tant louer, est piétiné, précisément dans cette situation actuelle de crise. Une issue à cette dangereuse évolution n'est pas en vue. Au contraire: les récents événements alimentent de plus en plus le soupçon selon lequel le gouvernement utilise l'actuel état d'urgence pour créer des faits accomplis, aux dépens des citoyens et des travailleurs.

Une série de mesures d'exception, adoptées dans le cadre de l'état de crise, sont en train d'être transposées dans un texte de loi. Le gouvernement avance à un rythme effréné. A ce qu'il semble, l'avant-projet de loi correspondant sera présenté aux députés dès vendredi. Les parlementaires n'auront pas beaucoup de temps pour examiner ce texte. Le gouvernement ne leur accordera en effet que 48 heures, car l'avant-projet de loi sera déjà à l'ordre du jour du Conseil de gouvernement en début de semaine prochaine.

La coalition gouvernementale n'a pas jugé non plus nécessaire de consulter les trois syndicats représentatifs au niveau national quant à cette importante question, alors que la loi Pandémie concerne les droits fondamentaux de TOUS les citoyens. Il va donc sans dire, qu'à juste titre, les représentants des salariés doivent y être impliqués.

La CGFP, le LCGB et l'OGBL avertissent clairement le gouvernement qu'ils refusent d'accepter une restriction à long terme des libertés et droits syndicaux. Ils ne permettront pas que la loi Pandémie soit utilisée comme prétexte pour renverser des acquis sociaux et démocratiques durement acquis.

Considérant le peu de temps restant, les trois syndicats demandent donc, indépendamment d'une tripartite, une réunion d'urgence avec le Premier ministre, Xavier Bettel. Cette réunion doit avoir lieu, de préférence, encore avant que l'avant-projet de loi Pandémie ne soit présentée au Parlement.

La CGFP, le LCGB et l'OGBL souhaitent présenter au ministre d'Etat leurs réflexions visant à lutter contre la crise économique. L'objectif principal étant d'amortir efficacement les graves conséquences de la crise sur les salariés et de préserver le plus grand nombre possible d'emplois. En même temps, les représentants des salariés veulent s'assurer

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



que les mesures d'exception prises en raison de la crise n'entraîneront pas des atteintes excessives et durables à la vie privée et aux droits fondamentaux des citoyens.

Dès le début de la crise, le gouvernement n'a cessé d'appeler les forces vives à apporter leur contribution en vue de surmonter la crise, en se comportant de façon solidaire. La CGFP, le LCGB et l'OGBL prennent cet appel au sérieux. Ils sont prêts à relever les défis futurs et à assumer leurs responsabilités.

Le 7 mai, le Premier ministre Bettel a déclaré au Parlement que le dialogue social jouit d'une grande importance dans ce pays.

Monsieur le Premier ministre, faites en sorte que les actes suivent enfin les paroles! Si le gouvernement continue à agir seul, il ne va pas seulement s'attirer la gronde de l'ensemble du front syndical: d'un seul coup, chaque citoyen prendra conscience que les nombreux appels à la solidarité de la part de la coalition gouvernementale n'étaient que les instruments d'une campagne de marketing intéressée.

**Communiqué par la CGFP, le LCGB et l'OGBL**  
**le 12 mai 2020**

